

**Point de presse de la porte-parole -
Processus de paix au
Proche-Orient/70ème anniversaire
de l'adoption de la résolution 181 de
l'Assemblée générale des Nations
unies - Corée du Nord - Irak - Iran**
(Paris, 29 novembre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Processus de paix au Proche-Orient - 70ème anniversaire de l'adoption de la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies (29 novembre 2017)

À l'occasion du 70ème anniversaire de l'adoption de la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies prévoyant un plan de partage et la création de deux États en Palestine, la France réaffirme son engagement pour la solution des deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en sécurité dans des frontières internationalement reconnues, avec Jérusalem comme capitale des deux États.

La France continue d'oeuvrer pour une telle solution. Les conditions en sont connues. Il faut maintenant que toutes les parties concernées s'engagent de manière décisive à y parvenir.

2 - Corée du Nord

Q - Quand le ministre parle de renforcement de la pression et des sanctions contre la Corée du nord, est-ce qu'il parle du cadre actuel ou est-ce qu'il prône des nouvelles mesures au niveau européen et onusien et si oui lesquelles ?

R - Comme l'a indiqué M. Jean-Yves Le Drian dans sa déclaration hier soir, «la poursuite du programme nucléaire et balistique nord-coréen, en violation des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies, porte atteinte au régime de non-prolifération et met en danger la sécurité régionale et internationale».

Notre priorité reste la pleine mise en oeuvre du régime de sanctions existant et son renforcement, en lien avec nos partenaires du conseil de sécurité des Nations unies et de l'Union européenne. Nous travaillons avec eux en ce sens.

M. Jean-Yves Le Drian a eu un échange approfondi sur ce sujet avec son homologue chinois

lors de son déplacement à Pékin fin novembre. Il a souligné à cette occasion que «les dernières résolutions visaient à renforcer les sanctions... pour amener les autorités de Corée du Nord à la table des négociations (et) aboutir à une dénucléarisation de l'ensemble de la péninsule». Il a relevé également la proximité de nos vues avec les Chinois sur l'évaluation de la menace.

Le conseil de sécurité se réunira en urgence cet après-midi sur ce sujet.

3 - Irak

Q - En ce qui concerne la situation kurde et les territoires contestés en Irak, le Hashd al-Shaabi a chassé des Kurdes de leurs maisons, pillé et incendié leurs maisons à Tuz Khurmatu. Hier, le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan a appelé la communauté internationale à agir. Quelle est votre réponse ?

R - La France rappelle que le statut des territoires contestés doit être réglé par le dialogue et la négociation dans le cadre prévu par la constitution fédérale irakienne et dans le respect du droit international humanitaire.

Elle appelle l'ensemble des parties à la retenue et à la responsabilité.

Avec la défaite militaire de Daech s'ouvre en Irak une phase de réconciliation nationale et de reconstruction, dans laquelle la France se tient aux côtés de tous les Irakiens.

4 - Iran

Q - Est-ce que Paris souhaite encore ouvrir immédiatement des négociations pour définir l'après 2025 de l'accord nucléaire avec l'Iran ? Pensez-vous que l'Iran et d'autres partenaires seraient vraiment prêts à rentrer dans une telle discussion ?

R - La France est attachée à la mise en oeuvre rigoureuse, par toutes les parties, de l'accord de Vienne, qui ne doit être ni renégocié ni amendé. Il s'agit d'un accord robuste, dont la bonne application permet d'éviter durant plus de dix ans que le programme nucléaire iranien soit détourné à des fins militaires.

Dans le même temps, les dispositions nucléaires du JCPOA ne couvrent qu'une période limitée. Il importe de réfléchir à l'après./.